

Quand la presse s'engage pour le rapprochement interethnique

A Richmond, capitale de l'Etat de Virginie et de l'ancienne confédération sudiste, les journaux ont, des décennies durant, attisé les divisions entre les communautés ethniques. Jusqu'à ce qu'en 1993, l'équipe de Hope in the Cities, un programme d'Initiatives et Changement, leur parle de leur vision pour la ville : un modèle de réconciliation pour la nation entière. Histoire d'un heureux retournement.

En 1954, la Cour Suprême fédérale des Etats Unis interdisait la ségrégation raciale dans les écoles publiques¹. Durant les années suivantes, l'Assemblée Générale de Virginie² conduisait un vaste mouvement de protestation connu sous le nom de Résistance Massive, passant des lois qui permettaient de consacrer les subventions à l'éducation aux écoles privées. En Virginie et dans les États voisins, les écoles privées réservées aux blancs se sont alors multipliées. Dans le comté de Prince Edward, voisin de Richmond, les écoles publiques sont même restées fermées de 1959 à 1963, afin d'éviter toute cohabitation entre enfants noirs et blancs.

Le mouvement de Résistance Massive fut soutenu sans réserve par les deux quotidiens de Richmond, le Richmond Times-Dispatch et le Richmond News Leader. Un véritable rouleau compresseur d'éditoriaux du rédacteur en chef du Richmond News Leader, James J. Kilpatrick, avait mis le feu aux poudres. Dans un livre intitulé « Les États souverains », Kilpatrick prétendait qu'intégrer les écoles des États du sud des Etats-Unis, « c'était exiger une relation interdite par les mœurs du pays et entraîner, dans les vingt à trente années à venir, un amalgame racial généralisé, facteur de destruction de la société ».

En 1977, une majorité afro-américaine conquiert la municipalité de Richmond. Les journaux commencent aussitôt à monter en épingle le moindre incident survenant au conseil municipal et à mettre en doute la compétence du nouveau

maire, Henry Marsh – premier maire noir de la ville – comme des conseillers municipaux noirs. Le News Leader ira jusqu'à les traiter de « singes se comportant en leaders de république bananière ». À l'époque, les deux journaux faisaient partie du groupe de presse Media General, propriété de la famille Bryant. Après leur fusion en 1992, le nouveau titre, le Richmond Times-Dispatch, a continué d'être considéré dans certains quartiers comme l'obstacle principal à l'amélioration des relations interethniques dans la région.

Les meilleures informations que je reçois me viennent de ceux qui m'appellent pour me critiquer. Je leur demande alors ce que eux feraient pour changer la situation.

En 1993, le mouvement Hope in the Cities (« Espoir pour nos villes ») lançait à Richmond une campagne publique « pour des conversations honnêtes sur le racisme, la réconciliation et la responsabilité ». L'idée directrice de cette campagne : un vrai dialogue ne peut s'engager que si tous les acteurs concernés y participent. En effet, les organisateurs avaient constaté qu'aux États-Unis, les actions en faveur du changement échouaient parce qu'elles étaient le fait de militants certes engagés, mais sans aucun contact avec le pouvoir en place, et dont les options politiques rendent impossible tout partenariat avec les milieux conservateurs.

William Raspberry, éditorialiste au Washington Post, avait mis en garde les représentants de Hope in the Cities contre le danger qu'il y a à focaliser une action « contre celui qui est considéré comme l'ennemi », au lieu



de consacrer son temps et son énergie à la recherche de solutions. Mieux valait, disait-il, se poser la question suivante : « Si je l'emporte sur mon ennemi, cela contribue-t-il à faire progresser la solution du problème ? »

C'est dans cet esprit que les responsables de Hope in the Cities ont pris contact avec les dirigeants de la presse locale pour leur parler de leur vision pour Richmond : un modèle de réconciliation pour la nation entière et pour leur demander de mettre en valeur l'importance de leur projet.

Peut-être pris de court par cette

approche positive, les responsables du journal ont couvert abondamment la première de ces « conversations honnêtes sur le racisme » à Richmond, ainsi que le marquage, lors d'une marche spectaculaire, des lieux de mémoire liés à la traite des esclaves.

Durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, bien que beaucoup continuaient à considérer le Richmond Times-Dispatch comme raciste, nombre de ses reporters et chroniqueurs se sont engagés à couvrir de manière plus équilibrée les questions concernant les relations intercommunautaires. Hope in the Cities s'est rapproché de journalistes convaincus de la nécessité de travailler au changement des institutions. L'un d'entre eux, Michael Paul Williams, un éminent éditorialiste afro-américain, a organisé une réunion avec le directeur général, le rédacteur en chef, plusieurs journalistes du quotidien

1. Affaire « Brown contre le conseil de l'éducation de Topeka », arrêt rendu à l'unanimité des neuf juges de la Cour Suprême le 17 mai 1954.

2. Assemblée législative de l'État américain de Virginie.

et une trentaine de citoyens désireux de s'entretenir de la responsabilité du journal vis-à-vis de la population de la ville. Quelques mois plus tard, à l'initiative de Williams et de quelques autres, le journal a publié durant une semaine entière une série de reportages et d'articles sur les disparités ethniques dans la région.

Alors que Richmond est devenue une ville de plus en plus multiculturelle, tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que la couverture des événements liés aux relations raciales est maintenant bien meilleure qu'il y a dix ans. Bill Millsaps, le directeur du journal, a dit à un membre de Hope in the Cities : « Des lecteurs en colère me téléphonent tous les jours pour me dire que « ce n'est plus le Richmond Times-Dispatch de leur jeunesse ». Je prends ça comme un compliment. » Et maintenant, le journal invite régulièrement ses lecteurs à venir discuter avec des journalistes de leur couverture de la situation locale.

En 2001, un reportage spécial sur le soutien accordé dans les années vingt par la Virginie à un mouvement eugénique, qui avait conduit à des stérilisations forcées et à la qualification des Amérindiens de « noirs », a amené l'Assemblée Générale de Virginie à voter une résolution de « profonds regrets ». Et quand la municipalité a annoncé son plan de mémorial de l'esclavage, le journal a publié un éditorial soutenant pleinement le projet : « Un mémorial de l'esclavage a sa place à Richmond, pouvait-on y lire. Loin d'aviver les blessures, il les apaisera ; il ne provoquera pas la honte, mais la compréhension. » Rappelant que des descendants d'esclaves font partie aujourd'hui des familles les plus éminentes de Richmond, l'auteur note que, « jusqu'à récemment, l'esclavage faisait partie des sujets dont on ne parlait pas ; ni les Noirs ni les Blancs n'étaient prêts à regarder en face ce passé douloureux. Mais cet héritage est toujours présent. Un monument digne reconnaîtrait aux esclaves ce qui leur a toujours été dénié : leur humanité. »

En 2004, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la décision de la Cour Suprême mettant fin à la ségrégation dans les écoles,

le journal a publié une série d'articles relatant l'histoire du mouvement de Résistance Massive, soulignant l'engagement des journaux de l'époque en faveur de ce mouvement et de la ségrégation. J. Stewart Bryant, arrière-petit-fils du fondateur et toujours propriétaire du Richmond Times-Dispatch, a dit son approbation d'un éditorial où l'on pouvait lire : « Aucun homme, aucune institution, ne peut s'excuser pour des fautes commises par d'autres. Il n'y a pas de meilleure occasion que cet anniversaire pour réaffirmer l'opposition de notre journal à Résistance Massive, pour regretter les maux que cela a entraînés et pour faire l'éloge de la Cour Suprême qui a abattu la dernière barrière entre l'idéal américain et la réalité. » Pas tout à fait des excuses, mais un premier pas dans la bonne direction.

En 2005, la présidence du journal fut attribuée à Thomas A. Silvestri. Il avait participé à certaines manifestations organisées par Hope in the Cities. « Nos reporters sur le terrain ont parfois des échanges difficiles avec la population en raison du poids du passé. Néanmoins, certains d'entre eux ont contribué à améliorer notre crédibilité », dit-il. En effet, plusieurs journalistes du Richmond Times-Dispatch ont participé à des rencontres intercommunautaires et font appel à Hope in the Cities s'ils ont besoin d'un commentaire sur une question sensible. Ainsi, le jour où une photo publiée à la Une avait créé des tensions dans la population, la rédactrice en chef, Louise Seals, demanda à Hope in the Cities d'organiser pour une vingtaine de journalistes une visite des sites historiques de Richmond liés à la traite des noirs, afin de les sensibiliser au problème.

Thomas A. Silvestri a aussi organisé à l'Hôtel de Ville des rencontres sur des questions telles que le logement, la délinquance ou l'immigration. Il

est souvent le modérateur de ces réunions, qui sont préparées par des articles dans son journal. Et il définit des règles strictes, « sans lesquelles les gens ne font que crier les uns contre les autres ». Les premières réunions avaient eu lieu dans un amphithéâtre, où les gens se regroupaient en fonction de leurs opinions. Maintenant il les réunit en carré. « Les gens ne savent plus où s'asseoir car je suis au milieu du carré. Du coup je peux faire face à celui que je veux aider à s'exprimer, ou tourner le dos à ceux qui veulent dominer le débat. » D'où le nom de Public Square (« place publique », ou « carré public ») donné à ces débats !



L'éditeur Thomas Silvestri conduit une réunion de type « carré public »

Le nouveau président du groupe de presse local se montre extrêmement attentif à l'opinion des gens : « Les meilleures informations que je reçois me viennent de ceux qui m'appellent pour me critiquer, confie-t-il. Je leur demande alors ce que eux feraient pour changer la situation, ce qui les désarme. Ainsi il y a un homme qui m'appelait tous les matins de bonne heure pour dire tout son mécontentement sur le journal. Au bout de quelque temps, c'est sa femme qui m'a appelé. Elle m'a dit : j'espère qu'il ne vous embête pas trop mais au moins il a arrêté de déverser tout son fiel sur moi ! »

Thomas A. Silvestri voit aujourd'hui son journal comme le « gardien des conversations ». Un heureux retournement pour un quotidien autrefois connu pour répandre les préjugés et attiser les divisions !

Robert Corcoran

Directeur national d'I&C - USA et fondateur de Hope in the Cities. Article extrait d'un livre à paraître sur les relations interraciales et intercommunautaires à Richmond.